

Wanneer het dossier niet ontvankelijk is, schort de Administratie de aanvraag voor een financiële tegemoetkoming op en stelt zij de onderneming daarvan in kennis, die haar aanvraag kan vervolledigen en laten onderwerpen aan een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van opschorting, dan wordt de steunaanvraag definitief vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de financiële tegemoetkoming wordt toegekend.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 9. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 november 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/16061]

12 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une intervention spécifique en faveur des établissements fermés par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les articles 10 et 19 ;

Vu le rapport du 26 octobre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 octobre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 octobre 2020 ;

Vu l'avis 68.212/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence ;

Considérant l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par l'arrêté ministériel du 23 octobre et abrogé par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020 ;

Considérant l'obligation pour les établissements relevant du secteur HoReCa et les autres établissements de restauration et débits de boissons de fermer ;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 23 octobre 2020 ;

Considérant la suspension de toute pratique sportive en intérieur, dans les infrastructures sportives sur le territoire de la Wallonie, dans les structures sportives privées, tant commerciales qu'associatives, jusqu'au 19 novembre 2020, sauf pour les enfants en-dessous de 12 ans inclus ;

Considérant que, suite à ces nouvelles mesures de fermeture, les entreprises concernées ont vu leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés ;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise ;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie des entreprises concernées, ce qui devrait être évité à tout prix ;

Considérant que ces problèmes et effets se font sentir et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide ;

Qu'il est fondamental de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais ;

Sur proposition du Ministre de l'Economie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions ;

3° l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal ou complémentaire et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, doit payer des cotisations sociales ;

4° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 ;

5° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche ;

6° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be> ;

7° l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019.

Art. 2. L'intervention spécifique est octroyée conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ci-après dénommé Règlement 1407/2013.

Art. 3. Le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une intervention spécifique à l'entreprise qui possédait une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre I^{er}, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 19 octobre 2020 et dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou parties de secteurs visés aux sous-classes suivantes :

- 1) 56.101 du Code NACE-BEL ;
- 2) 56.102 du Code NACE-BEL ;
- 3) 56.301 du Code NACE-BEL ;
- 4) 56.309 du Code NACE-BEL ;
- 5) 93.110 du Code NACE-BEL ;
- 6) 93.121 à 93.129 du Code NACE-BEL ;
- 7) 93.130 du Code NACE-BEL ;
- 8) 93.191 à 93.199 du Code NACE-BEL ;
- 9) 93.212 du Code NACE-BEL.

L'intervention spécifique visée à l'alinéa 1^{er} est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1^{er}, du Code de droit économique.

Est exclue de l'intervention spécifique visée à l'alinéa 1^{er}, l'entreprise qui a bénéficié d'une prime octroyée par une autre entité fédérée dans le cadre de la crise liée au coronavirus COVID-19 ou qui a bénéficié d'une intervention financière octroyée dans le cadre l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2020 relatif à l'octroi d'une intervention financière dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19.

Le Ministre peut ajouter des secteurs ou parties de secteurs, visés à l'alinéa 1^{er} pour autant que ceux-ci fassent l'objet d'une fermeture en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de Covid-19.

Art. 4. L'intervention spécifique est de :

- 1° 3.000 euros si l'effectif d'emploi est de 0 ;
- 2° 5.000 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 5 ;
- 3° 7.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 5 et inférieur à 10 ;
- 4° 9.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10.

Art. 5. L'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'intervention spécifique via un formulaire sur la plateforme web à partir du 16 novembre 2020 et jusqu'au 15 décembre 2020 inclus.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit, notamment, fournir les informations suivantes :

- 1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 2° le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'entreprise sollicite l'intervention spécifique ;
- 3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web ;
- 4° le numéro de compte de l'entreprise.

L'entreprise déclare, notamment, via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 3°, ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le Règlement 1407/2013, à savoir 200.000 euros sur les trois derniers exercices fiscaux et relever d'une activité reprise dans un des codes NACE-BEL visés à l'article 3, alinéa 1^{er}.

Le montant de l'intervention spécifique est calculé par l'Administration, conformément à l'article 4, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques ou par l'entreprise dans le cas où celle-ci bénéficie d'un régime particulier de taxe sur la valeur ajoutée.

L'Administration peut également recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

Art. 6. La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des interventions spécifiques relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par la directrice générale de l'Administration.

Art. 7. L'Administration vérifie la recevabilité de la demande d'intervention spécifique.

Lorsque le dossier n'est pas recevable, l'Administration suspend la demande d'intervention spécifique et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'intervention spécifique est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'intervention spécifique est accordée.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre de l'Économie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 novembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de Compétence,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/16061]

12. NOVEMBER 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer spezifischen Beihilfe zugunsten von Betrieben, die durch einen Beschluss im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise geschlossen wurden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des Berichts vom 26. Oktober 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 28. Oktober 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. Oktober 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 4. November 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 3. Januar 12 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 68.212/2;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 18. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus 2020, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 23. Oktober 2020 und aufgehoben durch den Ministeriellen Erlass vom 28. Oktober 2020;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 1. November 2020;

In Erwägung der Schließungspflicht, die den Horeca-Betrieben und sonstigen Gaststättenbetrieben und Schankstätten auferlegt wird;

In Erwägung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2020;

In Erwägung der Aussetzung der Ausübung aller Indoor-Sportarten in Sportanlagen auf dem Gebiet der Wallonischen Region, in privaten Sportstrukturen, sowohl kommerzieller als auch assoziativer Art, bis zum 19. November 2020, außer für Kinder unter 12 Jahren;

In der Erwägung, dass infolge dieser neuen Schließungsmaßnahmen die Umsätze der betroffenen Unternehmen zurückgegangen oder sogar völlig ausgefallen sind, wodurch das Einkommen sowohl der Unternehmer als auch ihrer Mitarbeiter gefährdet ist;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, eine Konkurswelle der Unternehmen zu verhindern, die infolge der Krise akute Liquiditätsprobleme haben;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft der betreffenden Unternehmen haben könnten, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen bereits zu spüren sind und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, dass die Beihilfe so schnell wie möglich ausgezahlt wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 §§ 3 und 5 des Dekrets sowie die natürliche Person, die hauptberuflich eine berufliche Aktivität ausübt und die aufgrund ihres Berufseinkommens Sozialbeiträge zahlen muss;

4° NACE-BEL-Code: das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 vom 9. Oktober 1990 des Rates bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;

5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

6° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemnitecovid.wallonie.be> zugänglich ist;

7° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebssitzen des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019.

Art. 2 - Die spezifische Beteiligung wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen, nachstehend Verordnung 1407/2013 genannt, gewährt.

Art. 3 - Der Minister gewährt nach von ihm bestimmten Modalitäten eine spezifische Beihilfe den Unternehmen, die vor dem 19. Oktober 2020 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaßen, und deren Aktivität unter einen der NACE-BEL-Codes fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

- 1) 56.101 des NACE-BEL-Codes;
- 2) 56.102 des NACE-BEL-Codes;
- 3) 56.301 des NACE-BEL-Codes;
- 4) 56.309 des NACE-BEL-Codes;
- 5) 93.110 des NACE-BEL-Codes;
- 6) 93.121 bis 93.129 des NACE-BEL-Codes;
- 7) 93.130 des NACE-BEL-Codes;
- 8) 93.191 bis 93.199 des NACE-BEL-Codes;
- 9) 93.212 des NACE-BEL-Codes.

Die spezifische Beihilfe nach Absatz 1 wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Unternehmen, die eine von einer anderen förderierten Gebietskörperschaft im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise gewährte Prämie erhalten haben, oder die in den Genuss einer finanziellen Beihilfe gekommen sind im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. November 2020 über die Gewährung einer finanziellen Beihilfe im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise, haben keinen Anspruch auf die finanzielle Beihilfe nach Absatz 1.

Der Minister kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der Covid-19-Epidemie sind.

Art. 4. Die spezifische Beihilfe beläuft sich auf:

- 1° 3.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;
- 2° 5.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;
- 3° 7.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 5 und kleiner als 10 ist;
- 4° 9.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 ist.

Art. 5 - Das Unternehmen reicht seinen Antrag auf spezifische Beihilfe bei der Verwaltung über ein Formular auf der Internetplattform vom 16. November 2020 bis einschließlich 15. Dezember 2020 ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen insbesondere folgende Angaben machen:

- 1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° den NACE-BEL-Code der Tätigkeit, für welche das Unternehmen die spezifische Beihilfe beantragt;
- 3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;
- 4° die Kontonummer des Unternehmens.

In der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt das Unternehmen insbesondere, dass es die in der De-minimis-Verordnung 1407/2013 definierten Höchstbeträge, d.h. 200.000 € in den letzten drei Steuerjahren, nicht überschreitet, und dass es einem Tätigkeitsbereich angehört, der in einem der in Artikel 3 Absatz 1 genannten NACE-BEL-Codes aufgenommen ist.

Die Höhe der spezifischen Beihilfe wird gemäß Artikel 4 von der Verwaltung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen oder vom Unternehmen, wenn dieses einer besonderen Mehrwertsteuerregelung unterliegt, mitgeteilt werden.

Die Verwaltung kann ebenfalls auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

Art. 6 - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von spezifischen Beihilfen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von der Generaldirektorin der Verwaltung bestellt worden ist.

Art. 7 - Die Verwaltung prüft die Zulässigkeit des Antrags auf eine spezifische Beihilfe.

Ist die Akte nicht zulässig, so setzt die Verwaltung den Antrag auf spezifische Beihilfe aus und informiert das Unternehmen, das seinen Antrag auf spezifische Beihilfe vervollständigen und zur erneuten Prüfung der Zulässigkeit einreichen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Antrag auf spezifische Beihilfe endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird das Unternehmen elektronisch darüber informiert, dass die spezifische Beihilfe gewährt wird.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 9 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. November 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/16061]

12 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een specifieke toekenning ten gunste van de inrichtingen die per beslissing zijn gesloten in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 10 en 19;

Gelet op het rapport van 26 oktober 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 oktober 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 oktober 2020;

Gelet op advies 68.212/2 van de Raad van State, gegeven op 4 november 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 23 oktober 2020 en opgeheven bij het ministerieel besluit van 28 oktober 2020;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 november 2020;

Gelet op de sluitingsverplichting voor de inrichtingen in de horeca-sector en de andere eet- en drankgelegenheden;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 23 oktober 2020;

Gelet op de opschorting van de uitoefening van binnensporten in de sportinfrastructuren op Waals grondgebied, in de privé-sportstructuren in zowel de commerciële als de verenigingssector, tot 19 november 2020, behalve voor de kinderen tot 12 jaar;

Overwegende dat de ondernemingen getroffen door deze nieuwe sluitingsmaatregelen hun omzet fors zien dalen, of zelfs helemaal verdwijnen, en dat hierdoor het inkomen van de ondernemers en van hun werknemers in het gedrang komt;

Overwegende dat deze steun onder meer tot doel heeft om een golf van faillissementen te voorkomen onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen een domino-effect in de economie zouden kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste voorkomen moet worden;

Overwegende dat deze problemen en effecten op zeer korte termijn voelbaar zullen zijn en dat het dus niet verantwoord is om enige vertraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Overwegende dat het fundamenteel is dat deze steun onverwijld wordt gestort;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° Minister: de Minister van Economie;

3° onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 5, van het decreet, evenals de natuurlijke persoon die een activiteit in hoofd- of bijberoep uitoefent en die, rekening houdend met zijn beroepsinkomsten, sociale bijdragen dient te betalen;

4° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

5° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

6° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemnitecovid.wallonie.be> ;

7° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de onderneming die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019.

Art. 2. De specifieke tegemoetkoming wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna Verordening 1407/2013 genoemd.

Art. 3. De Minister kent volgens de door hem bepaalde nadere regels een specifieke tegemoetkoming toe aan de onderneming die in het Waals Gewest voor 19 oktober 2020 eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2, 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht en waarvan de activiteit valt onder één van de NACE-BEL-codes vermeld in één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in volgende subklassen:

- 1) 56.101 van de NACE-BEL-code;
- 2) 56.102 van de NACE-BEL-code;
- 3) 56.301 van de NACE-BEL-code;
- 4) 56.309 van de NACE-BEL-code;
- 5) 93.110 van de NACE-BEL-code;
- 6) 93.121 tot en met 93.129 van de NACE-BEL-code;
- 7) 93.130 van de NACE-BEL-code;
- 8) 93.191 tot en met 93.199 van de NACE-BEL-code;
- 9) 93.212 van de NACE-BEL-code.

De in het eerste lid bedoelde specifieke tegemoetkoming kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

Uitgesloten van de specifieke tegemoetkoming als bedoeld in lid 1 wordt de onderneming die een premie kreeg, toegekend door een ander deelgebied in het kader van de COVID-19-crisis of die een specifieke tegemoetkoming kreeg overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 12 november 2020 betreffende de toekenning van een financiële tegemoetkoming in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19.

De Minister kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1 toevoegen in zoverre zij een sluiting kregen opgelegd krachtens een federale of gewestelijke maatregel genomen ter bestrijding van de Covid-19 epidemie.

Art. 4. De specifieke tegemoetkoming bedraagt:

- 1° 3.000 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
- 2° 5.000 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 5;
- 3° 7.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 5 en lager dan 10;
- 4° 9.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan en lager dan 10.

Art. 5. De onderneming dient haar aanvraag voor een specifieke tegemoetkoming via het webplatform bij de Administratie in, van 16 november 2020 tot en met 15 december 2020.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming met name de volgende informatie verstrekken :

- 1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de NACE BEL code voor de activiteit waarvoor de onderneming de specifieke tegemoetkoming aanvraagt;
- 3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;
- 4° het rekeningnummer van de onderneming.

De onderneming verklaart met name via de in het tweede lid, 3°, bedoelde verklaring op erewoord dat zij de plafonds zoals bepaald in Verordening 1407/2013 niet overschrijdt, namelijk 200.000 euro over de laatste drie belastingjaren en dat zij valt onder een activiteit vermeld in één van de NACE BEL codes bedoeld in artikel 3, lid 1.

Het bedrag van de specifieke tegemoetkoming wordt door de Administratie overeenkomstig artikel 4 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen of door de onderneming in het geval dat deze onder een bijzonder stelsel van de belasting op de toegevoegde waarde valt.

De Administratie kan eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

Art. 6. De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de specifieke tegemoetkomingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directrice-generaal van de Administratie.

Art. 7. De Administratie gaat na, of de aanvraag voor een financiële tegemoetkoming ontvankelijk is.

Wanneer het dossier niet ontvankelijk is, schort de Administratie de aanvraag voor een financiële tegemoetkoming op en stelt zij de onderneming daarvan in kennis, die haar aanvraag kan vervolledigen en laten onderwerpen aan een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van opschorting, dan wordt de steunaanvraag definitief vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de financiële tegemoetkoming wordt toegekend.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 9. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 november 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/16047]

12 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende steun aan de eet- en drankgelegenhedenondernemingen in het kader van de gezondheids crisis COVID-19

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen, de artikelen 28 en 30;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 oktober 2020 betreffende steun aan de evenementen-, uitgaans-, toeristische en culturele sector in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, artikel 3;

Gelet op artikel 2, § 3, 5°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 oktober 2020;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 oktober 2020;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 9 november 2020;

Gelet op de spoedeisendheid, gemotiveerd door het feit dat de COVID-19-gezondheids crisis aanzienlijke economische gevolgen heeft voor veel ondernemingen;

Dat met name cafés en restaurants hun deuren moesten sluiten tijdens de inperkingsperiode; dat deze federale sanitaire maatregel voor hen werd verlengd tot begin juni; dat hun heropening werd omkaderd door nieuwe sanitaire maatregelen met restrictieve gevolgen; dat de context van de gezondheids crisis ook een deel van de gebruikelijke klanten van deze inrichtingen heeft ontmoedigd; dat het ministerieel besluit van 18 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, de sluiting van bepaalde inrichtingen van de reca-sector van 19 oktober tot 19 november 2020 oplegt;

Dat deze context de omzet van deze inrichtingen sterk vermindert; dat deze vaste kosten moeten blijven dragen en vaak hebben moeten investeren om aan de gezondheidsvoorschriften te voldoen; dat als gevolg daarvan een aanzienlijk deel van deze inrichtingen momenteel in een zeer slechte financiële positie verkeert en, voor sommige, zelfs op de rand van het failliet; dat deze inrichtingen veel, vaak weinig gekwalificeerd en des te kwetsbaarder personeel in dienst hebben; dat de ineenstorting van deze economische sector negatieve gevolgen zou hebben voor andere verwante sectoren, zoals die van hun leveranciers;

Dat het om deze verschillende redenen gepast is om deze inrichtingen onverwijld opnieuw financieel te steunen en hun zo snel mogelijk steun uit te keren; dat de urgentie gerechtvaardigd is;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/16047]

12 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à une aide aux entreprises débits de boissons et restaurants dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises, les articles 28 et 30 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 octobre 2020 relatif à une aide aux secteurs de l'événementiel, du monde de la nuit, du tourisme et de la culture dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, l'article 3 ;

Vu l'article 2, § 3, 5°, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 octobre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 octobre 2020 ;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 9 novembre 2020 ;

Vu l'urgence, motivée par le fait que la crise sanitaire du COVID-19 a des conséquences économiques considérables pour beaucoup d'entreprises ;

Que les cafés et restaurants, en particulier, ont été tenus de fermer leurs portes durant la période de confinement ; que cette mesure sanitaire fédérale a été prolongée pour eux jusqu'au début du mois de juin ; que leur réouverture a été encadrée par de nouvelles mesures sanitaires aux effets restrictifs ; que le contexte de la crise sanitaire a par ailleurs découragé une partie de la clientèle habituelle de ces établissements ; que l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 impose la fermeture du 19 octobre au 19 novembre 2020 de certaines établissements relevant du secteur reca ;

Que ce contexte réduit fortement le chiffre d'affaire de ces établissements ; que ceux-ci continuent de devoir supporter des coûts fixes et ont souvent dû consentir des investissements afin de se conformer aux règles sanitaires ; qu'il en résulte qu'une proportion significative de ces établissements se trouve actuellement en très mauvaise posture financière, voire, pour certains, au bord de la faillite ; que ces établissements emploient une main d'œuvre nombreuse, souvent peu qualifiée et d'autant plus vulnérable ; que la chute de ce secteur économique aurait des répercussions négatives sur d'autres secteurs en lien tel que celui de leurs fournisseurs ;

Que pour ces différents motifs, il convient, sans différer, de soutenir à nouveau financièrement ces établissements et de leur verser une aide dans les meilleurs délais ; que l'urgence est justifiée ;